



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et des  
transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 22/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SURYS**

Parc d'activités Gustave Eiffel  
22 avenue de l'Europe  
77607 Bussy-Saint-Georges

Références : E/23-0671  
Code AIOT : 0006500230

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2023 dans l'établissement SURYS implanté Parc d'activités Gustave Eiffel 22 avenue de l'Europe 77607 Bussy-Saint-Georges. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SURYS
- Parc d'activités Gustave Eiffel 22 avenue de l'Europe 77607 Bussy-Saint-Georges
- Code AIOT : 0006500230
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SURYS est une société fabriquant des hologrammes de sécurité. Elle est classée au titre de la réglementation des installations classées pour les rubriques suivantes 1185, 1510, 1978, 2450, 2565, 2663, 2910 et 2940.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Rejets atmosphériques ;
- Utilisation de solvants ;
- Stockage de produits dangereux ;
- Installations électriques ;
- Moyens de détection et de lutte contre les incendies ;
- Protection contre la foudre ;

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	DISPOSITIONS GÉNÉRALES DES CONDITIONS DE REJET	Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 3.2.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	DISPOSITIONS RELATIVES AUX BAINS DE TRAITEMENT DE SURFACE	Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 3.2.2	/	Sans objet
3	CONDITIONS DE REJET ET VALEURS LIMITES	Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 3.2.3 à 3.2.6	/	Sans objet
4	VALEURS LIMITES DES ÉMISSIONS DIFFUSES	Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 3.2.7	/	Sans objet
5	UTILISATION DE SOLVANTS (COMPOSES ORGANIQUES VOLATILS)	Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 3.3	/	Sans objet
6	ÉTAT DES STOCKS DE PRODUITS DANGEREUX	Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 7.1.2	/	Sans objet
7	INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES — MISE A LA TERRE	Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 7.3.2	/	Sans objet
8	PROTECTION CONTRE LA FOUDRE	Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 7.3.3	/	Sans objet
10	SYSTÈME DE DÉTECTION AUTOMATIQUE	Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 7.3.5	/	Sans objet
11	ÉTIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PRÉPARATIONS DANGEREUSES	Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 7.4.2	/	Sans objet
12	RETENTIONS DES STOCKAGES	Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 7.4.3.1	/	Sans objet
14	CONFINEMENT	Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 7.4.4	/	Sans objet
15	RÉSERVOIRS	Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 7.4.7	/	Sans objet
16	RÈGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RETENTIONS	Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 7.4.8	/	Sans objet
17	SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION	Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 7.5.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
18	VÉRIFICATION PERIODIQUE ET MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS	Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 7.5.3	/	Sans objet
19	MATIÈRES DANGEREUSES	Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 7.5.6	/	Sans objet
20	CONSIGNES D'EXPLOITATION	Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 7.5.7	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de l'inspection il apparaît que le site est bien tenu. L'exploitant projette des modifications d'ici la fin d'année qu'il conviendra de détailler et de présenter à l'inspection des installations classées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES DES CONDITIONS DE REJET

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs. Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF44-052 et EN 13284-1 sont respectées. Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspecteur des installations classées. Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection a pu constater que les installations permettent des mesures de manière représentative et en sécurité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX BAINS DE TRAITEMENT DE SURFACE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bains doivent être, si nécessaire, captées au mieux et épurées avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites définies à l'article 3.2.4 du présent chapitre. Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. Les systèmes séparatifs de captation et de traitement des produits incompatibles sont séparés afin d'empêcher leur mélange. Le débouché à l'atmosphère du système de ventilation des locaux est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante prenant en compte la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à un mètre au-dessus du faîtage.</p>
<p><b>Constats :</b> Les systèmes de captation observés sur sites permettent d'optimiser les aspirations.</p> <p>Les débouchés à l'atmosphère sont suffisamment éloignés des immeubles d'habitation et des bouches d'aspiration d'air extérieur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : CONDITIONS DE REJET ET VALEURS LIMITES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 3.2.3 à 3.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Vérifier les conditions et valeurs de rejet.</p>
<p><b>Constats :</b> Les derniers rapports de vérifications des rejets atmosphériques ont été établis par la société CERECO et sont datés du 28 décembre 2022.</p> <p>Les mesures réalisées présentent des résultats conformes pour les 5 exutoires analysés.</p> <p>Cependant, il est à noter que des modifications ont eu lieu sur les exutoires qui ne sont par conséquent plus tout à fait identiques aux éléments de l'arrêté d'autorisation. Une modification a été présentée dans le porter à connaissance du 19 mars 2020 qui a fait l'objet d'un courrier préfectoral du 3 septembre 2020. Lors de la visite, l'inspecteur a compris que de nouvelles modifications des installations sont en préparation. Dans le cadre de ces modifications, il conviendra de mettre à jour les exutoires présents sur l'installation afin qu'ils fassent l'objet d'un encadrement adapté par arrêté préfectoral complémentaire.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : VALEURS LIMITES DES EMISSIONS DIFFUSES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 3.2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20 % de la quantité totale de solvants utilisée.
<b>Constats :</b> Dans le plan de gestion de l'année 2022, l'exploitant présente le calcul du flux annuel des émissions diffuses. Celui-ci atteint 12,1 % en 2022 en conformité avec la prescription réglementaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : UTILISATION DE SOLVANTS (COMPOSES ORGANIQUES VOLATILS)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Utilisation de solvants
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'emploi de substances visées aux annexes III et IV de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation est interdit. L'utilisation de substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et de substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994, est également interdit.
<b>Constats :</b> l'inspection a procédé par sondage parmi les 1200 produits (environ) présents sur le site. 4 fiches des données de sécurité ont été vérifiées :  160406_FDS BASF_MICROLITH RED 3785 A_FR ; 161213_FDS MAC DERMID (AMPERE)_BARRETT SNAP AM_FR ; 221001_FDS STOCKMEIER_METHYLETHYLCETONE (MEK)_FR (produit le plus employé sur site) ; 201009_FDS AMPERE_ACIDE SULFAMIQUE_FR.  Ces fiches ne disposent pas de ces mentions de danger.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : ÉTAT DES STOCKS DE PRODUITS DANGEREUX

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 71.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stocks de produits dangereux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose des fiches des données de sécurité de l'ensemble des produits employés sur son site.  Afin de consolider le registre des produits dangereux détenus sur site l'exploitant a mis en place un portail (Quarks Safety) qui permet de connaître les produits, les quantités présentes, leurs localisations dans l'installation et les mentions de danger et pictogrammes associés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : INSTALLATIONS ELECTRIQUES — MISE A LA TERRE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. [...]
<b>Constats :</b> Par courriel du 20 février 2023, l'exploitant a fourni les certificats Q18 et Q19 des années 2021 et 2022 pour les trois bâtiments de l'installation (Europe, Gutenberg, et Poste). Lors des derniers contrôles Q19 du 10 novembre 2022, il n'est mentionné aucune anomalie sur les 3 bâtiments. Les derniers contrôles Q18 ont eu lieu le 22 novembre 2022. Ils indiquent une absence de risque avec 8 observations pour le bâtiment Gutenberg et 5 observations pour le bâtiment Poste. Concernant le bâtiment Europe il est mentionné l'existence d'un risque avec 13 observations mais le rapport précise qu'aucune non-conformité n'a été relevée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée si besoin après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un état de l'Union Européenne. L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique. L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent distinct de l'installateur au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-5.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées, En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée dans un délai maximum d'un mois par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois. L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.</p>
<p><b>Constats :</b> Par courriel du 20 février 2023, l'exploitant a transmis les rapports de vérification 2021 (31 août) et 2022 (30 août) des 4 paratonnerres du site.</p> <p>L'année 2021 a fait l'objet d'une vérification complète et l'année 2022 d'une vérification visuelle conformément à la réglementation.</p> <p>Ces rapports ne mentionnent aucune observation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : SYSTEME DE DETECTION AUTOMATIQUE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 7.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Détection automatique incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Une détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est présente sur l'ensemble de l'établissement. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique dans le cas où la circulation de l'eau dans les tuyauteries actionne une alarme transmise à un poste de surveillance de l'exploitant. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour ces dispositifs de détection. Il établit des consignes de maintenance et organise, à fréquence semestrielle au minimum, des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.            Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment. Le point le plus haut des stockages se situe à une distance compatible avec les exigences du fonctionnement des dispositifs de détection. Cette distance ne peut en tout état de cause être inférieure à 1 m</p>
<p><b>Constats :</b> Le site dispose d'un SSI dont les derniers rapports de vérification datent des 15 avril et 13 décembre 2022. Le dernier rapport ne présente pas d'observation de mauvais fonctionnement.</p> <p>Le point le plus haut des stockages observés sur site se situe à une distance compatible avec les exigences du fonctionnement des dispositifs de détection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : ÉTIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PREPARATIONS DANGEREUSES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 7.4.2
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité et étiquetage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.            À proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection a pu constater la présence d'un étiquetage adéquat. Par ailleurs, les précautions à prendre sont indiquées dans les locaux de stockage de ces produits ainsi que les incompatibilités à prendre en compte.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 7.4.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li> <li>- 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention sera au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la capacité totale si celle-ci est inférieure à 250 l ;</li> <li>- dans le cas de liquide inflammable, 50 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 l ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 l.</li> </ul> <p>Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acides, bisulfite et acide, acide et base très concentrés). La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence. Les capacités de rétention de plus de 1 000 l sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.</p> <p>L'étanchéité du ou des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Pour les stockages à l'air libre, Les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que tous les contenants de plus de 20 L sont stockés en rack sur des rétentions adaptées et que les contenants de moins de 20 L sont stockés en armoire de rétention. Par ailleurs, les produits répartis dans les différents lieux de l'installation pour la production sont placés sur rétention.</p> <p>Les observations faites lors de la visite sur site confirment l'utilisation de rétentions adaptées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 14 : CONFINEMENT

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 7.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Confinement des eaux d'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que ceux-ci soient récupérés ou traités, en vue de prévenir une pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>[...]</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,</li> <li>- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part;</li> <li>- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10l/m<sup>2</sup> de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</li> </ul> <p>Le volume total des eaux d'extinction pouvant être retenu est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 470 m3 pour sur le site « Europe » : 396 m3 au niveau du parking situé à l'Est du bâtiment avec une hauteur d'eau d'environ 20 cm et une rétention supplémentaire de 74 m3.</li> </ul> <p>Cette rétention est mise en place dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans le mois qui suit la notification du présent arrêté, un justificatif de commande de travaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 879m3 pour le site « Gutenberg » : cuve de rétention enterrée sous le parking situé à l'Ouest du bâtiment. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Le plan des réseaux fourni par l'exploitant montre la présence des volumes de rétention cohérents avec les éléments présentés dans le dossier initial de l'installation et dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 15 : RESERVOIRS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 7.4.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Identification des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances ou préparations toxiques, corrosives ou dangereuses pour l'environnement sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs est contrôlable.</p> [...] <p>Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur. L'ensemble des appareils susceptibles de contenir des acides, des bases, des substances ou préparations toxiques est réalisé de manière à être protégé et à résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal de l'atelier. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.</p>
<b>Constats :</b> Les éléments observés sur site sont conformes. Dans la zone de traitement de surface, un puisard de 1 m <sup>3</sup> est présent pour recueillir les débords pouvant avoir lieu lors du retrait des matières traitées des bains. Celui-ci dispose d'un détecteur de niveau. Lors du premier remplissage, un pompage est effectué vers une cuve de rétention adaptée de 1 m <sup>3</sup> puis au second remplissage, la société Chimirec vient procéder à l'enlèvement des fluides contenus dans le puisard et dans la cuve.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 16 : REGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RETENTION

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 7.4.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Compatibilité des produits
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Les règles d'incompatibilités sont présentes dans les lieux de stockage des produits afin de s'assurer de la bonne information des opérateurs. Il n'a pas été vu de produits incompatibles associés à la même rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 17 : SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 7.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.
<b>Constats :</b> L'exploitation est très surveillée et les personnes non invitées ne peuvent pas y pénétrer.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 18 : VERIFICATION PERIODIQUE ET MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vérification des moyens de lutte contre les incendies
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, vannes d'isolement des réseaux d'eaux pluviales par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
<b>Constats :</b> Par courriel du 20 et 23 février 2023, l'exploitant a transmis les rapports 2021 et 2022 de vérification des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- SSI : Derniers rapports des 15 avril et 13 décembre 2022. Le dernier rapport ne présente pas d'observation de mauvais fonctionnement ;</li> <li>- Sprinklers : Rapport du 13 janvier 2022 et du 5 septembre 2022. Le dernier rapport indique une non-conformité avec risque de mise en échec. Par courriel du 21 mars, l'exploitant a transmis le dernier rapport de vérification qui ne mentionne plus la non-conformité avec risque de mise en échec ;</li> <li>- RIA : rapport du 21 mars 2022 sans observations ;</li> <li>- Porte coupe feu : Rapports du 6 janvier et 25 juillet 2022. Le rapport du bâtiment Gutenberg indique une observation ;</li> <li>- Extinction CO2 : Les derniers rapports sont du 15 avril et 3 décembre 2022. Dans le dernier rapport de vérification il est indiqué qu'une batterie nécessite d'être remplacée car trop ancienne (devis accepté durant la visite). Par ailleurs, les bouteilles pilotes d'azote doivent être remplacées ;</li> <li>- Extincteurs : Vérifications effectuées les 17 janvier, 27 septembre et 3 octobre 2022. Il y a eu quelques extincteurs à changer. L'exploitant indique avoir réalisé ce changement ;</li> <li>- Désenfumage : le dernier bulletin de passage du 27 juillet 2022 pour le bâtiment Europe indique qu'un exutoire doit être remplacé. Les vérifications des bâtiments Gutenberg (17 janvier 2022) et Poste (27 septembre 2022) n'indiquent pas de dysfonctionnement ;</li> <li>- Hydrants : test en simultané conforme des 6 bouches incendie le 6 mai 2021 par la société VEOLIA.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 19 : MATIERES DANGEREUSES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 7.5.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage matières dangereuses
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse, ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule. En outre, les matières dangereuses doivent être stockées dans des cellules particulières. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée, sans être surmontées d'étages ou de niveaux.
<b>Constats :</b> Les observations sur site ont permis de vérifier la conformité de ce point.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 20 : CONSIGNES D'EXPLOITATION

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 7.5.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consignes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;</li><li>- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre :- l'obligation du "permis d'intervention" ou « permis de feu » pour les parties concernées de l'installation ;</li><li>- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li><li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ,</li><li>- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 4.2.4.2 ;</li><li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li><li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li><li>- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li></ul>
<b>Constats :</b> Des consignes d'exploitation sont présentes dans les locaux où des produits sont stockés/utilisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet